



avorable au « Nexit » et des formations les plus eurosceptiques un peu partout en Europe.

L'eurobaromètre montre en effet que, à la faveur de la reprise économique, l'image de l'Union s'est nettement redressée dans presque tous les pays membres. La France est à cet égard l'un des pays les plus « euronégatifs », ce qui fausse notre perspective. Ce n'est pas le grand amour certes, mais les Européens ne l'éprouvent pas davantage envers leurs institutions nationales respectives, souvent plus mal considérées encore que les institutions communautaires.

Certains s'inquiètent de la fin de ce « consensus permissif » en faveur des élites, mais n'est-ce pas le propre de la politique que de proposer une vraie alternative aux citoyens ? Que de passions, mensonges, caricatures et fausses nouvelles, dira-t-on, mais n'est-ce pas justement la preuve d'une politisation de l'enjeu européen ? C'est ce qu'a démontré Luuk Van Middelaar dans un ouvrage remarquable, *Quand l'Europe improvise* (Gallimard).

et les sociaux-démocrates !

pervers actuels de la différence des législations et des pratiques.

Cette élection a confirmé la poussée de certains partis populistes, comme en Hongrie, en Italie ou en France. Sauront-ils s'unir à Strasbourg ?

Les commentateurs n'y croient pas dans leur grande majorité et prédisent même une scission en trois groupes. Je pense davantage à deux groupes, dont la division portera sur la politique extérieure et notamment les relations avec la Russie. Pour des raisons historiques et géographiques évidentes, un rapprochement avec Moscou est exclu par les populistes d'Europe orientale. Qu'il y ait deux groupes ou trois, ces partis seront avant tout une for-

de LREM (Aldé) n'est qu'en troisième position, mais se retrouve dans un rôle charnière de faiseur de roi. Les résultats vont conduire les uns et les autres à des compromis sur les nominations à venir : présidences du Parlement, de la Commission, du Conseil européen. Les grandes manœuvres ont déjà commencé. Mais l'essentiel est ailleurs : dans les politiques menées. Les attentes des Européens sont aussi grandes que lourdes de méfiance a priori. ■

\* Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé et docteur en histoire, Christophe de Voogd enseigne la rhétorique politique en master à Sciences Po. Il est l'auteur de « Réformer : quel discours pour convaincre ? » (Fondapol, 2017) et préside le conseil scientifique et d'évaluation de la Fondapol.

## ENTRETIEN

L'historien\*, fin connaisseur des institutions communautaires et de plusieurs pays du Vieux Continent, juge que les opinions publiques des 28 se sont approprié la question européenne.

Quel est le trait caractéristique des européennes curvées 2019 ?

# La dictature des identités, née aux États-Unis, se développe à son tour en France

Quand le politiquement correct commençait à se développer aux États-Unis, on imaginait mal qu'il pourrait un jour s'acclimater en France. Il était trop enraciné dans les singularités de l'histoire américaine, trop étranger à nos traditions universalistes, et même à nos passions idéologiques, pour paraître exportable. La France n'a jamais été une démocratie des minorités. Elle n'a pas connu la tragédie des Noirs américains et n'avait pas à imaginer un traitement préférentiel – une « discrimination positive » – pour en pallier les conséquences. Et puis, notre culture républicaine a longtemps été rétive à l'idée que le pouvoir judiciaire pouvait se substituer aux élus du peuple pour légiférer sur des questions de société et servir d'avant-garde aux revendications identitaires. Quant au féminisme français, il paraissait bien sage, presque timoré, en comparaison du mouvement outre-Atlantique : il ne cherchait pas à réinterpréter l'histoire de l'humanité en termes de guerre mondiale entre hommes et femmes, reconnaissait aux uns et aux autres les mêmes droits, répugnait à concevoir la vie conjugale en termes contractuels et ne rêvait pas encore d'écriture inclusive.

À ses débuts, le politiquement correct américain était confiné aux seules universités et largement ignoré de l'opinion. Il y avait comme un abîme entre les passions multiculturalistes qui occupaient les campus et le monde politique de Washington. Mais ce

radicalisme culturel a envahi depuis la sphère nationale, jusqu'au Capitole, au point qu'à la dernière campagne présidentielle, deux tiers des Américains estimaient que le pays avait un « gros problème » avec le

politiquement correct. La France aussi désormais. Nous avons aujourd'hui nos militants de la cause noire, nos indigénistes, nos martyrs identitaires, nos LGTB, nos antifas, nos « inclusivistes »... dont certains attaquent toute espèce de norme commune au nom de droits et d'une morale dont ils veulent monopoliser le sens ; et qui cherchent, au nom de la liberté, à faire taire, à abaisser, à exclure les ennemis que désignent leurs préjugés.

La correction politique serait-elle

En France aussi, nous avons désormais des militants qui cherchent, au nom de la liberté, à faire taire, à abaisser, à exclure les ennemis que désignent leurs préjugés

devenue une menace pour notre démocratie ? L'autre jour, à l'émission « Répliques », les exemples édifiants cités par Alain Finkielkraut ont laissé Laurent Joffrin de marbre. Des agitateurs, des censeurs, explique M. Joffrin, il y en a toujours eu. Aujourd'hui, c'est une minorité groupusculaire, sectaire, bruyante, qui menace, insulte, appelle au boycott, mais elle n'a guère d'audience dans l'opinion (sans doute est-ce la raison pour laquelle *Libération* n'a pas jugé utile de relater la tentative récente par ces « minoritaires » d'empêcher M. Finkielkraut de prononcer une conférence, et la nécessité de les semer par de fausses annonces avant de tenir la réunion sous garde policière). Quant à l'Amérique, M. Joffrin ne connaît pas assez, et puis l'Amérique n'est pas la France.

Le politiquement correct est toujours empreint d'une coloration nationale, mais il s'agit de la même pathologie démocratique : l'Amérique et la France offrent, à un rythme différent, deux versions d'une même histoire. Regarder l'une aide à comprendre l'autre.

Prenez le cas du doyen d'une des cités

d'étudiants à Harvard, le tout premier Noir à occuper ce poste, juriste éminent par ailleurs. Il vient d'être révoqué pour avoir accepté de rejoindre l'équipe des avocats qui représentent Harvey Weinstein, le producteur déchu accusé de multiples viols dont la révélation avait déclenché le mouvement #MeToo.

L'initiative de cette destitution venait de quelques étudiants, résidents de cette cité, pour qui le choix par le doyen d'un tel client était « traumatisant » et créait un « environnement inhospitalier ».

Dans leur logique, défendrez-vous cet accusé-là, c'était se rendre complice de ses délits.

Les autorités de l'université ont aussitôt déclenché un « audit sur le climat » dans la cité

d'étudiants ; et, après quatre mois « d'écoute », ont décidé – une première – de remercier le doyen « pour assainir l'atmosphère »... Celui-ci attribuait son infortune au fait d'être noir. Je dirais plutôt que même la couleur de sa peau n'a pu le protéger, mais a probablement aggravé son cas : dans la concurrence victimaire, la cause des femmes balayait celle des Noirs. Ici, la mission de l'université – transmettre des connaissances et des valeurs – a cédé à la « sensibilité » d'une poignée de malcontents. Les rôles étaient inversés : ce sont les étudiants qui dictaient à leurs professeurs ce qui était approprié ou irrecevable.

Nous n'en sommes pas là, mais tout juste. Voyez, dans une liste qui ne cesse de s'allonger, ce professeur de Toulouse qui a eu le malheur de faire un exposé à l'université d'été de la Manif pour tous sur « Qu'est-ce que l'homme ? », avant de voir son cours d'agrégation annulé pour raison de... maintien de l'ordre.

Ou cet autre épisode, passé, lui, inaperçu. En novembre dernier, la Maison des sciences de l'homme invite Hubert Védrine à intervenir dans un séminaire

sur la gestion de crises internationales et humanitaires. Deux professeurs de l'École des hautes études réclament alors la désinvitation de l'ancien ministre, coupable à leurs yeux de collusion indirecte avec le massacre des Tutsis (1994), dont la France, accusent-ils, avait épaulé les auteurs. Peu importe que la politique française au Rwanda n'était pas le sujet du séminaire ; que le rôle de la France dans la tragédie des Tutsis reste controversé (on a évoqué de terribles erreurs, mais de là à parler de complicité...) ; qu'à l'époque des massacres, M. Védrine était secrétaire général de l'Élysée, en période de cohabitation de surcroît, sans pouvoir de décision direct. Mais pour les deux indignés, sa venue dans l'immeuble qui abrite également l'École des hautes études était « tout simplement scandaleuse ». Appel au boycott, tracts, contre-séminaire... Comme à Harvard, M. Védrine s'est vu incriminer par association, sans instruction ni procès.

Finalement, le séminaire s'est tenu, mais dans une annexe moins contagieuse pour l'épiderme délicat de ces universitaires, devant un public admis sur inscription et – on commence à s'y habituer – sous la protection de vigiles.

Triomphe de la raison et de la fermeté ? On le saura mieux la prochaine fois qu'on s'avisera de réinviter M. Finkielkraut à Sciences Po, M. Védrine à la Maison des sciences de l'homme et d'autres ailleurs – s'il y a une prochaine fois. Car les pressions identitaires tendent à inhiber les meilleures volontés – trop de risques, de tracas, de séquelles... Pourtant, renoncer serait une abdication civique.

La victimisation identitaire est une puissance dont le pouvoir d'intimidation et de nuisance échappe à l'arithmétique des chiffres. Seule une résolution inflexible – intellectuelle et, surtout, institutionnelle – pourra la brider. Ce n'est pas gagné d'avance.

\* Directeur de recherche au CNRS. Professeur au Centre de recherches politiques Raymond Aron.



## RAN HALÉVI POUR « LE FIGARO »

Le doyen d'une cité d'étudiants à Harvard vient d'être révoqué à la demande de quelques résidents pour avoir accepté de rejoindre l'équipe des avocats qui représentent Harvey Weinstein. Nous en sommes presque là en France, s'inquiète l'historien\*.